



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

03/09/2026

Résumé des questions économiques et sociales: **semaine n° 295 du 03 septembre 2026.**

ÉDITO

La question des salaires est et sera au cœur de la lutte des classes et, les candidats à la gestion des affaires du capital le voulant ou non, au cœur des affrontements politiques qui viennent. Depuis des décennies, le tournant le plus significatif datant des années Mitterrand et la politique de rigueur annoncée par le premier Ministre d'alors Pierre Mauroy en 1983 lors du congrès de la CGT à Lille, la bourgeoisie monopoliste se bat bec et ongle avec la complicité active des forces de *gauche* et de *droite* pour faire baisser le prix de la force de travail en s'attaquant à la fois aux salaires et aux conquêtes sociales de notre classe. Aujourd'hui pour reprendre l'expression de la FNIC-CGT : " *nous ne pouvons plus attendre* " A l'offensive du patronat il est capital et urgent d'opposer une riposte de haut niveau de notre classe. Une addition de dates ne fera pas la riposte, c'est la construction d'une dynamique de lutte vers un tous ensemble en même temps en laissant les bavardages politiques sur le bord de la route ! Comme le disait Lénine : " *l'avenir appartient à ceux qui luttent* ".

Sommaire :

Luttes

- ▶ FNIC-CGT : rentrée sociale, nous ne pouvons plus attendre
- ▶ Mobilisation nationale le 15 septembre de l'enseignement supérieur et de la recherche
- ▶ 29 septembre : grande journée de lutte dans les Services Publics !
- ▶ Sodexo : pas assez de marge, 1097 emplois supprimés !
- ▶ CGI Depuis plusieurs mois, la direction multiplie les violences à l'encontre des représentant·es du personnel
- ▶ Chalons en Champagne, C. Vautrin (ministre des armées) accueillie par une manifestation
- ▶ Sapeurs-pompiers : préavis de grève du 8 septembre au 20 octobre
- ▶ Transports Clermont-Ferrand : grève le 1^{er} septembre à la T2C
- ▶ Usine de Bordeau-Chesnel, leader des rillettes : un projet de vente inquiétant pour les salariés
- ▶ Gibert Joseph
- ▶ Le Havre, Sibanye Stillwater 106 emplois, ex Eramet va fermer
- ▶ Volotea : les pilotes appelés à la grève
- ▶ La grève chez French Bee prolongée jusqu'au 6 septembre
- ▶ TCL : appel à la grève pour les salaires
- ▶ Hôpital de Saint-Jean-d'Angély en grève
- ▶ "Les salariés sont éprouvés " : ils manifestent dans le centre de formation en Anjou

Dossiers ; Économie

- ▶ Interview au Monde de Sophie Binet : il est urgent d'attendre les élections !
- ▶ Pouvoir d'achat, première priorité des français ; inflation en hausse, pouvoir d'achat en baisse
- ▶ Méthanisation à Saint-Peyronis (Tarn et Garonne) : quel avenir pour notre agriculture et notre territoire ?
- ▶ Fibre Excellence : la présidente de la région Occitanie, Carole Delga, demande à l'État une nationalisation temporaire

- ▶ Dans le Calvados, les pertes d'emploi de chefs d'entreprise bondissent de 22,7 %
- ▶ Le boom du rachat d'actions
- ▶ La Chine installe son marché automobile en Europe

International ; Solidarité internationaliste

- ▶ Ouzbékistan : halte à la répression
- ▶ Mouvement Socialiste du Kazakhstan : à propos des élections du 23 août
- ▶ Chine, fermeture d'une usine à Jinjiang : action pour les salaires
- ▶ Solidarité Cuba : la CGT des Yvelines revient d'une mission humanitaire à Cuba
- ▶ Finlande et protection sociale
- ▶ Philippines : répression syndicale
- ▶ Enquête sur la situation de la jeunesse britannique

Luttes

FNIC-CGT : rentrée sociale, nous ne pouvons plus attendre !

Par un appel à tous ses syndicats la FNIC-CGT ouvre la rentrée sociale sur le thème : " *nous ne pouvons plus attendre* ". Le texte situe la nécessité de la lutte dans le contexte où : " *l'ensemble des impérialismes sont en train de se redistribuer les monopoles, de se repartager le monde avec toutes les conséquences que cela impose aux travailleuses et travailleurs.*" Cette analyse renvoie à l'absolue nécessité d'une riposte d'envergure pour faire face à une politique anti sociale XXL et un réarmement qui : " *pour soi-disant nous défendre, continue à alimenter les besoins des pays en guerre et, par la même occasion, à garantir les profits des usines d'armement. Ils sont en train de nous prendre nos conquies les uns après les autres* ". Face à cette situation, il existe seulement le développement de la lutte de classe des travailleurs, c'est ce qu'affirme avec force la FNIC-CGT : " *Ne soyons pas dupes, nos conquies, nos emplois, nos salaires sont entre leurs mains et sans réaction de notre part, nous ne pourrions que faire le constat de l'aggravation de la situation qui nous poussera de la précarité vers la misère la plus totale. Réveillons-nous et organisons-nous en imposant à nos adversaires de classe un calendrier des luttes par la grève et pour cela la FNIC-CGT appelle : Ce n'est pas d'une addition de dates dont il s'agit, mais bien de la construction d'une dynamique de lutte. La Sécurité sociale nous concerne tous, sans la paix rien n'est possible et les services publics, c'est souvent quand ils disparaissent ou se détériorent que l'on s'aperçoit qu'ils sont essentiels. Travailleurs et travailleuses, retraités, précaires et privés d'emplois, faisons entendre nos voix et soyons très nombreux en grève dans la lutte. L'avenir appartient à ceux qui luttent.*"

Le 15 septembremobilisation nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche

L'intersyndicale l'ESR appelle le 15 septembre à une journée nationale de mobilisation. Elle porte sur la question des financements, des conditions de travail, de l'emploi et des frais d'inscriptions pour les étudiants étrangers. l'ESR comme tous les services publics est particulièrement atteint par des budgets récessifs, celui de 2026 accompagné de coupes supplémentaires et menacé par un budget 2027 dont tout indique qu'il va encore accentuer la pente des reculs de financements. Dans le même temps le ministère pousse à l'auto-financement, tout particulièrement de l'enseignement supérieur, renforçant encore la fragilité des établissements dont beaucoup sont déjà à l'os !

29 septembre : grande journée de lutte dans les Services Publics, la Fédération des Services Publics CGT dépose un préavis de grève !

La Fédération CGT des services publics a déposé un préavis de grève¹. Il couvre l'ensemble des agent·es de la Fonction publique territoriale et les salarié·es relevant de la partie privée de notre champ fédéral (entreprises de l'eau et de l'assainissement, de la thanatologie, du secteur privé du logement social), également les agent·es et salarié·es dont les horaires incluent la nuit précédant et suivant cette journée (du 28 au 29 septembre et du 29 au 30 septembre 2026).

Sodexo : pas assez de marge, 1097 emplois supprimés !

Le 26 août, la direction de Sodexo a annoncé la suppression de 1097 postes en France dont 936 dans la restauration et la maintenance et 134 postes au siège. La raison invoquée est le manque de marge de la société voulant atteindre un ratio de 5% avec un reversement de la moitié des bénéfices aux actionnaires sous forme de dividendes. La CGT de Sodexo qualifie, à juste titre, ces licenciements de : " *licenciements boursiers* ". A travail fourni égal, avec des emplois en moins. Le taux d'exploitation des salariés augmente et en conséquence, les taux de profits.

Dans un communiqué du 26 août la Fédération du Commerce et des Services CGT écrit : " *Pour la CGT, cette annonce est inacceptable. Sodexo n'est pas une entreprise en faillite : le groupe affiche encore une croissance de*

son chiffre d'affaires et des ambitions importantes pour les prochaines années. Dans le même temps, Sodexo prévoit près d'1 milliard d'euros d'investissements d'ici 2030 et maintient une politique de rémunération des actionnaires à hauteur de 50 % du résultat.

Alors pourquoi faire payer les salariés ? La direction invoque la croissance, la compétitivité et la transformation de l'entreprise. Pour la CGT, ces mots ne doivent pas servir à justifier une nouvelle casse sociale. Les salariés ne sont responsables ni des choix stratégiques, ni des erreurs de management, ni des exigences financières des actionnaires. Derrière les 963 suppressions d'emplois, ce sont 963 salariés et autant de familles qui se retrouvent plongés dans l'incertitude. Le gouvernement ne peut pas rester silencieux face à ce désastre social."

CGI Depuis plusieurs mois, la direction de CGI multiplie les violences à l'encontre des représentant·es du personnel

Dans une pétition², le syndicat CGT de la CGI, s'élève contre les violences de la direction à l'encontre des représentants du personnel. La CGT-SMAST³ soutient cette action estimant que ce qui est en cause, c'est l'action et l'existence du syndicat CGT : " Notre solidarité est d'autant plus légitime que depuis plusieurs années, des agents et des agentes d'administration centrale travaillent régulièrement aux côtés des salarié·es de CGI et partagent parfois les mêmes bureaux. La CGT rappelle que dans un marché public, la clause sociale de lutte contre les discriminations syndicales peut être intégrée comme condition d'exécution du marché. Les organisations de la CGT exigent l'abandon des 4 procédures de licenciement en cours ou pendantes des camarades CGT de CGI. "

Chalons en Champagne, C. Vautrin (ministre des armées) accueillie par une manifestation

Le 28 août la ministre des armées C. Vautrin a été accueillie par une manifestation organisée par la CGT et FO à la foire de Chalons en Champagne. Les manifestants sont venus pour exprimer leurs revendications : " une augmentation générale des salaires, des pensions et des minima sociaux, une égalité salariale femme-homme et des services publics renforcés ".



Chalons en Champagne pour : une augmentation générale des salaires, des pensions et des minima sociaux, une égalité salariale femme-homme et des services publics renforcés

Sapeurs-pompiers : préavis de grève du 8 septembre au 20 octobre

Les sapeurs-pompiers réclament plus de moyens face à des interventions qui explosent et un manque de bras. Leur intersyndicale a déposé un préavis de grève du 8 septembre au 20 octobre. Ils seront massivement présents dans les manifestations du 29 septembre.

Transports Clermont-Ferrand : grève le 1^{er} septembre à la T2C

Jour de rentrée scolaire rime avec casse-tête pour les usagers des transports en commun de l'agglomération de Clermont-Ferrand. L'intersyndicale de la Régie T2C, réunissant quatre organisations syndicales, a déposé un préavis de grève reconductible entraînant de très fortes perturbations sur le réseau. Ce mouvement social intervient dans un climat social déjà tendu au sein de la régie sur le plan budgétaire les syndicats redoutant que les déficits croissants ne débouchent sur une restructuration de la T2C réclamée par le SMTC, l'autorité organisant les mobilités dans la métropole.

Autre point de discorde : la réouverture de certaines rues à la circulation automobile, actée par le maire de Clermont-Ferrand, Julien Bony. D'après les estimations du SMTC lui-même, cette réouverture, notamment celle de la rue de l'Oradou, empruntée par la ligne C, pourrait allonger certains trajets de 5 à 10 minutes pour les personnes non véhiculées. Les organisations syndicales pointent enfin plusieurs faits de violence visant des conducteurs, survenus au cours de l'été.

Interrogée sur ces sujets, la présidente de la T2C, Fabienne Thouly, a plaidé pour que l'ensemble des acteurs se retrouve autour de la table afin de privilégier des ajustements "a minima" au lieu des réouvertures complètes de voirie, jugées porteuses de "mécontentement chez les usagers" et potentiellement "coûteuses en subventions". Aucune hausse des tarifs n'est en revanche prévue à cette occasion de rentrée.

La grève étant reconductible, elle pourrait se prolonger au-delà du 1er septembre en l'absence d'accord entre la direction et les syndicats.

Usine de Bordeaux-Chesnel, leader des rillettes (Sarthe) : un projet de vente inquiétant pour les salariés

Selon la CGT depuis un an des rumeurs courent sur un projet de cession de l'entreprise. Un CSE est prévu le 7 septembre. Pour mettre la pression, un débrayage a eu lieu le 1^{er} septembre. L'usine emploie 133 salariés, elle fait partie du groupe alimentaire Savencia⁴.

Gibert Joseph

En redressement judiciaire depuis avril, Gibert Joseph a annoncé un plan prévoyant 84 suppressions d'emplois et la fermeture de plusieurs magasins. Comme à Evreux où l'enseigne possédait un magasin dans le centre ville. Les 10 employés gardent un maigre espoir de sauver leur emploi par le biais de la mairie, celle-ci tient à conserver une librairie ouverte dans le centre ville mais pour l'instant aucune proposition concrète n'a été faite. A Paris, où 3 magasins et 31 emplois sont menacés, les employés se sont mis en grève le 26 et le 29 août réclamant moins de suppression de postes, un plan de départs volontaires élargi et de meilleures indemnités de licenciement.

Le Havre, Sibanye Stillwater 106 emplois, ex Eramet va fermer

En 2022, le groupe minier sud-africain Sibanye Stillwater a racheté l'usine au Français Eramet pour s'implanter sur le marché européen, le site existe au Havre depuis 1888. Il y a un an, la production a été stoppée et depuis les recherches de potentiels repreneurs n'ont rien donné. Selon un syndicaliste de la CFE-CGC : *"On est en contact avec le ministère de l'Industrie et des services aux matériaux stratégiques de façon à maintenir le site en vie mais malheureusement si on y arrive pas, il faudra licencier l'intégralité du personnel."* Cette usine qui raffine du Nickel est un véritable enjeu stratégique compte-tenu de l'importance du nickel dans tous les alliages spéciaux nécessaires à l'industrie moderne. Une fois de plus il y a les discours sur la réindustrialisation et la réalité d'un tissu industriel compétent qui se délite.

L'avenir du site Sibanye-Stillwater de Sandouville est donc plus que jamais remis en cause. Après une année de chômage technique, les salariés apprennent la mise en place d'une « consultation » débouchant sur un plan de sauvegarde de l'emploi annoncé par la direction du site, au terme d'un CSE extraordinaire,

L'usine, ex-Eramet, spécialisé dans la production de nickel est la propriété du géant minier sud-africain Sibanye-Stillwater depuis 2022. La direction de Sibanye-Stillwater mettait en avant la nécessité d'un « repositionnement » afin de produire, à l'horizon 2027, des matériaux de cathodes pour les batteries de véhicules électriques.

Ce projet de reconversion, baptisé *GalliCam* n'a jamais vu le jour. En janvier 2025, le groupe a amorcé un processus de suppression de postes, par la mise en œuvre d'une rupture conventionnelle collective. L'effectif est alors passé de près de 200 salariés à 101, tous au chômage technique depuis l'arrêt complet de l'activité de l'usine, en 2025.

Un groupe chinois et un groupe indien s'étaient mis sur les rangs en faveur d'une reprise du site Un PSE serait mis en place en janvier 2027.

Volotea : les pilotes appelés à la grève

Les pilotes de Volotea basés en France ont cessé le travail du 4 au 6 septembre 2026. Le préavis de grève, lancé conjointement par le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), l'Union des navigants de l'aviation civile (UNAC) et le Syndicat des pilotes de ligne (SPL), porte sur les rémunérations et les conditions de travail. Les trois organisations syndicales affirment constater l'absence de « progrès concrets » dans les négociations sociales avec la direction de la low cost espagnole. Les pilotes de Volotea, estiment-elles, figurent parmi les moins bien rémunérés et dénoncent des conditions de travail dégradées. Le SNPL, l'UNAC et le SPL avancent également des augmentations de rémunération moyennes de 23% en faveur de la direction, Les organisations réclament des hausses salariales et des conditions d'emploi conformes à la législation française et aux exigences de sécurité des vols. Volotea, exploite de nombreuses lignes domestiques et internationales au départ notamment de Bordeaux, Brest, Lille, Lyon, Marseille, Nantes, Strasbourg, Toulouse et bientôt Montpellier. La low cost opère au total depuis 21 bases européennes.

La grève chez French Bee prolongée jusqu'au 6 septembre

Les syndicats SNPNC-FO et CGT ont annoncé la reconduction jusqu'au 6 septembre de leur appel à la grève du personnel navigant au sein de la compagnie aérienne French Bee. Cette grève avait lancé pour cinq jours afin de protester contre une «dégradation continue des conditions de travail» et des salaires trop bas pour les hôtesses de l'air et stewards. La compagnie avait alors dû louer des avions afin d'assurer son plan de vols.

Mais «malgré une mobilisation qui ne cesse de progresser, aucune négociation n'a été engagée par la direction depuis le début du mouvement», indiquent les deux syndicats dans un communiqué, annonçant «la reconduction

du mouvement de grève du 1er septembre à 00h01 au 6 septembre 2026 à 23h59». La grève porte, outre les salaires, sur les plannings jugés trop instables et changés trop fréquemment juste avant les vols, et les repos, insuffisants sur l'année, entre deux vols ou lors des escales. French Bee est dotée d'une flotte de six Airbus A350, une filiale du Groupe Dubreuil, conglomérat familial dans le transport aérien détenant également Air Caraïbes. Des voyages à bas coût depuis Paris-Orly vers des destinations long-courrier (Amérique du Nord, océan Indien et Tahiti). En 2025, le chiffre d'affaires était en hausse de près de 4% à 494 millions d'euros, avec 1,2 million de passagers transportés sur l'année.

TCL : appel à la grève pour les salaires

Un appel à la grève a été lancé par la CGT et la CFDT au sein de la SPL Relation Usagers des transports en commun lyonnais. Il concerne des salariés s'occupant de la relation clients, du commercial ou encore des fonctions supports. Les syndicats déplorent un manque de moyens et l'absence de reconnaissance professionnelle. Relation Usagers, regroupe environ 300 salariés issus soit des agences commerciales, d'Allo TCL, de la relation avec les clients, du marketing, de la gestion ou de la maintenance des systèmes d'information... Autrement dit ceux-là mêmes étant en première ligne pour orienter et informer.

Depuis la division du marché réseau de 2025 l'exploitation des transports en commun entre Keolis (bus) et la RATP (métros, tramways), les salariés de la relation usagers « ont été intégrés dans une nouvelle entreprise, placée sous une nouvelle direction », note un communiqué commun aux deux syndicats. « Depuis l'allotissement, nous n'avons pas les mêmes budgets. Nous faisons de notre mieux mais nous manquons de matériels, de moyens et au final, ce sont les usagers qui sont pénalisés. Nous sommes en colère ». « Il y a un souci sur les conditions de travail, sur les outils numériques, informatiques qui ne permettent pas de renseigner correctement les usagers », « on nous rajoute des tâches, mais nous n'avons pas de revalorisation de coefficients. Des promesses avaient été faites, nous attendons toujours ». "Nous étions 4500 salariés chez Keolis Lyon, aujourd'hui à peine 250, une partie des appels ont été externalisé. Une société de Vichy répond aux usagers !

Hôpital de Saint-Jean-d'Angély en grève

La CGT a appelé à la grève le 31 août. En raison d'un manque de médecins anesthésistes, le bloc chirurgical devait être fermé du 31 août au 5 octobre, avec des interventions réalisées à Saintes lors de cet intervalle. C'est cousu de fil blanc dénonce le syndicat CGT: redoutant un plan caché et une adaptation de l'activité à titre transitoire, avec une réduction de personnel, arguant une pénurie de personnel afin de justifier la fermeture du bloc chirurgical.

" Les salariés sont éprouvés " : ils manifestent dans le centre de formation en Anjou

Les salariés se sont rassemblés devant les locaux de la MFR-CFA (Maisons Familiales et Rurales Centre de formation d'Apprentis) les Trois-Rivières, à Champigné (Maine-et-Loire). A quelques jours de la rentrée scolaire, ils dénoncent « un manque de considération, d'écoute, une charge mentale élevée et des différences entre le poste proposé et la réalité » au sein du centre de formation et un management toxique....

Dossiers ; Économie

Interview au Monde de Sophie Binet : il est urgent d'attendre les élections !

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/4094-interview-au-monde-de-sophie-binet-il-est-urgent-dattendre-les-elections>

Pouvoir d'achat, première priorité des français ; inflation en hausse, pouvoir d'achat en baisse

Au second trimestre 2026, le salaire mensuel de base a progressé de 0,7 % a annoncée la Dares⁵ Sur un an la hausse est de 1,9 % -soit un gain limité à 0,2 de pouvoir d'achat- un tout petit peu plus que l'inflation sur la même période que la Dares situe à 1,7%.

Et une étude d l'Insee démontre que les salaires réels n'ont toujours pas retrouvé leur niveau de 2021. Entre 2021 et 2025, les salaires ont progressé d'environ 15%, mais cette hausse a été absorbée par une inflation cumulée à 16% sur la même période.

En s'appuyant sur un rapport de l'OFCE⁶, le journal Les Échos titrait un de ses article : L'année 2026 pourrait être la plus mauvaise pour le pouvoir d'achat. Une des raisons avancées dans cet article le renchérissement des prix du pétrole lié à la guerre au Moyen-Orient. La guerre impérialiste et sioniste contre l'Iran provoque une crise énergétique se répercutant sur l'ensemble de l'économie⁷. Au deuxième trimestre 2026, l'emploi salarié a reculé de 0,1 %, soit -23 500 emplois). Il se situe 0,3 % sous son niveau d'un an auparavant soit -72 500 emplois (Rapport Insee, 28 08 2026).

Le retour de l'inflation se confirme dans les chiffres, le prix de l'énergie affiche une hausse de 12,6% sur un an.

La question se posant est celle du pouvoir d'achat : 56 %, estiment que leur pouvoir d'achat a baissé ces derniers mois ; 77 % déclarent se serrer la ceinture, une proportion grimant à 85 % chez les employés et ouvriers ; un Français sur quatre se retrouve à découvert, en moyenne dès le 17 du mois.

Lecornu et son gouvernement étudient plusieurs pistes pour réduire le déficit l'an prochain, en faisant payer les travailleurs, les jeunes, les retraités : désindexation des retraites par rapport à l'inflation, coupes dans les politiques familiales. Des mesures qui pèsent sur le pouvoir d'achat des Français (cf. hebdo 991, Les appels à l'action se multiplient : unissons-nous dans une riposte générale de classe)

Contrairement à la théorie Keynésienne prônée par nombre de politiques et de syndicats, prônant le dialogue social, l'inflation n'est pas causée par le conflit de classes, c'est-à-dire par les revendications salariales, par des luttes afin d'obtenir des hausses des salaires, de meilleures conditions de travail. L'inflation est due à la sur-accumulation du capital, c'est un enjeu majeur de lutte entre le capital et le travail.

Dès la rentrée il faut construire une riposte générale de classe.

Méthanisation à Saint-Peyronis (Tarn et Garonne) : quel avenir pour notre agriculture et notre territoire ?

Le projet d'implantation d'un méthaniseur à Saint-Peyronis, sur la commune de Lacapelle-Livron, suscite depuis plusieurs mois un débat particulièrement vif. Il oppose aujourd'hui des habitants, des agriculteurs, des élus et des porteurs du projet autour d'une question qui dépasse largement la seule construction d'une installation de méthanisation avec l'interrogation:

Quel modèle agricole et quel modèle de développement voulons-nous pour nos territoires ruraux ?

Le projet est porté par neuf agriculteurs et prévoit une unité d'une capacité annoncée de 53 tonnes par jour. Il est désormais entré dans une phase administrative décisive, avec une consultation publique organisée du 24 août au 28 septembre 2026.

Il serait pourtant regrettable que ce projet finisse par un affrontement entre « ceux qui sont pour les agriculteurs » et « ceux qui sont contre les agriculteurs ». La question mérite mieux que cela.

Pourquoi des agriculteurs se lancent-ils dans la méthanisation ?

La production de biogaz à partir d'effluents d'élevage, de résidus agricoles ou d'autres matières organiques est souvent présentée comme une solution énergétique respectueuse de l'environnement. Pourtant, les installations de méthanisation peuvent également entraîner des impacts environnementaux et des nuisances envers les populations riveraines. Ces inquiétudes sont d'autant plus légitimes lorsque certaines installations sont prévues à seulement **200 mètres de certaines habitations**. Une telle proximité peut susciter de nombreuses interrogations chez les habitants concernant les odeurs, le bruit, la circulation des véhicules, le stockage et le traitement des matières, également les conséquences éventuelles sur leur cadre de vie et leur environnement.

L'agriculture doit-elle avoir une activité énergétique ?

C'est probablement la première question de fond. Une exploitation agricole a pour fonction première de produire de l'alimentation. La méthanisation introduit une autre logique avec la production d'énergie. Cette diversification peut être intéressante lorsqu'elle utilise principalement des déchets et sous-produits agricoles qui auraient autrement été peu valorisés. Mais la situation devient différente lorsque la production de biomasse destinée au méthaniseur prend une place importante dans le système agricole. Car la première vocation d'un agriculteur c'est de produire de la nourriture et non de l'énergie.

Enfin, est-il acceptable de mobiliser des terres agricoles afin de produire de l'énergie alors que l'urgence est aussi de préserver notre capacité à nourrir notre population et à renforcer notre souveraineté alimentaire ?

Ce sont des questions légitimes elles méritent des réponses précises.

La méthanisation peut-elle rester une activité agricole ?

- *Pourquoi un agriculteur doit-il produire de l'énergie pour compléter son revenu ?
- *Pourquoi le prix payé pour sa production alimentaire ne lui permet-il pas toujours de vivre correctement de son travail ?
- *La méthanisation ne risque-t-elle pas de devenir une réponse individuelle à un problème, étant en réalité collectif ? La consultation publique doit être l'occasion d'un véritable débat démocratique et non d'une simple formalité administrative.

Une question essentielle pour l'avenir, derrière le méthaniseur de Saint-Peyronis se trouve une question beaucoup plus large :

Quelle ruralité voulons-nous construire ?

Une ruralité où l'agriculture reste principalement tournée vers la production alimentaire, la qualité des sols, l'élevage, les circuits courts et la vie des villages ?

Ou une ruralité où l'agriculture devient progressivement un élément d'une économie énergétique, fournissant biomasse, énergie et infrastructures à des unités de production de plus en plus importantes ?

Le devenir de notre planète reste posé !

Fibre Excellence : la présidente de la région Occitanie, Carole Delga, demande à l'État une nationalisation temporaire

Catole Delga Présidente de la région occitanie, partie prenante d'une reprise du site de Saint-Gaudens⁸ demande au Président de la République une nationalisation temporaire de l'usine de Saint-Gaudens en attendant de trouver des financements étrangers. Cette "nationalisation", prendrait la forme d'une participation de l'État au côté de la région. Cette proposition qui devrait prendre du temps selon C. Delga permettrait de remettre à flot une entreprise considérée comme rentable. Si c'est le cas, et si de surcroît, il s'agit d'un enjeu de souveraineté, la question n'est pas temporaire mais bien celle de la nationalisation complète du groupe *Fibre excellence* sans indemniser les capitalistes qui l'ont fait abandonnée.

Dans le Calvados, les pertes d'emploi de chefs d'entreprise bondissent de 22,7 %

Dans le Calvados, le nombre de chefs d'entreprise ayant perdu leur activité augmente de 22,7 % sur un an.

Selon l'Observatoire de l'emploi des entrepreneurs de l'association GSC et d'Altaires.

La situation calvadosienne intervient dans un environnement national marqué par un nouveau record. 33 341 entrepreneurs ont perdu leur emploi en France au premier semestre 2026, soit près de 7 % de plus qu'un an auparavant. Plus de 180 chefs d'entreprise sont ainsi concernés chaque jour.

La dégradation ne concerne plus seulement les très petites structures. Si les entreprises de moins de trois salariés concentrent encore près de 75 % des pertes d'emploi, 694 dirigeants de PME employant au moins 20 salariés ont également été touchés. Au sujet des entreprises de plus de 50 salariés, le nombre de dirigeants concernés bondit de plus de 50 %. Les pertes d'emploi progressent aussi fortement parmi les dirigeants d'entreprises réalisant plus de 10 millions d'euros de chiffre d'affaires : +47,3 %.

Ces données concernant les chefs d'entreprises confirment le processus profond de désindustrialisation qui est à l'œuvre dans notre pays. Les secteurs les plus touchés sont la construction, le commerce et la restauration.

La construction demeure le secteur le plus touché avec 7.718 dirigeants concernés, soit près d'un entrepreneur sur quatre ayant perdu son emploi. Le commerce arrive derrière avec 6.971 dirigeants, en hausse de 3,7 %. Les boulangers, pâtisseries et confiseurs enregistrent notamment une envolée de 51,2 % des pertes d'emploi.

L'hébergement-restauration compte pour sa part 5.057 dirigeants touchés, en augmentation de 10,4 %. Les services aux entreprises se détériorent également fortement, avec 4 770 pertes d'emploi, en hausse de 15,2 %, tandis que les services aux particuliers progressent de 14,2 %.

Les Hauts-de-France enregistrent la plus forte hausse: 2 543 dirigeants concernés, les pertes d'emploi des dirigeants industriels bondissent de 32,8 %. La Nouvelle-Aquitaine compte 3 190 dirigeants concernés (+9,6 %), devant l'Occitanie avec 2 997 (+6,8 %). L'Auvergne-Rhône-Alpes en totalise 4 076 (+8,6 %), la Bretagne 1 212 (+7,4 %) et les Pays de la Loire 1 415 (+6,2 %). Avec des situations départementales très contrastées : +41,4 % dans le Haut-Rhin!. Selon Altaires, les liquidations à l'origine de ces pertes d'activité de dirigeants ont entraîné la perte d'environ 80 000 emplois salariés.

Le boom du rachat d'actions

Dans les derniers mois, un mouvement de rachats d'actions par les entreprises les ayant lancées est en train de se profiler sur les différents marchés mondiaux. Dans le cas d'un rachat d'une action par l'entreprise émettrice, celle-ci peut ensuite l'annuler et faire baisser le nombre d'actions en circulation augmentant leurs prix.

Ce mouvement se définit clairement sur tous les continents, au Japon les entreprises ont racheté plus de 19.000 milliards de yens de leurs propres actions tandis que les groupes de l'indice S&P 500 en ont rachetés près d'un milliard de dollars. Les bénéfices exceptionnels de cette année ont permis aux groupes majeurs de mettre en place ces rachats en masse d'actions. Les possesseurs de capitaux n'ont pas de problème à faire des bénéfices malgré la situation économique que plusieurs décrivent comme « complexe ».

Les motivations de ces rachats ne sont pas partout les mêmes, en Europe les valeurs financières, portés par un courant favorable ont rachetés le plus d'actions, tandis que les groupes industriels gérant la demande de données arrivent en deuxième position et les entreprises liées au pétrole en troisième. Au Japon au contraire ce sont les entreprises technologiques (comme le fabricant de semi-conducteurs) qui entreprennent le plus de rachat tout comme en Corée du Sud. Aux États-Unis la hausse du rachat d'action a d'abord été portée par de grandes entreprises comme Meta et Amazon (qui désormais sont obligés de vendre plus d'actions pour se financer), et ont ensuite passé le témoin aux fabricants de semi-conducteurs comme Nvidia qui projette 120 milliards de rachat de ses propres actions dans l'année.

Les différentes bourses autour du monde tentent de mettre en place une situation de pénurie de leur « produits » (ici des actions) afin de pousser les acheteurs à se jeter sur les actions qui restent dans le but de faire un bénéfice.

La Chine installe son marché automobile en Europe

Avec 8% de part de marché en Juillet 2026, la Chine prouve sa capacité à venir intégrer un marché en crise en Europe (notamment en France et en Allemagne). Elle a réussi, en s'appuyant sur un réseau déjà existant, celui de Stellantis, à suivre le modèle de distribution traditionnel. Aujourd'hui ses marques sont bien implantées et comptent pour chacune une centaine de concessions ou points de vente. MG, Geely, Omada, Jaecoo SAYC, BYD proposent des offres attractives et elles tentent de réinventer un marché très incertain, où la chasse au véhicule thermique va commencer, et où le 100% électrique est un fiasco pour le moment. Dans cette conjoncture la Chine a les moyens et ne cache pas ses ambitions de prendre des parts, ceci risque d'avoir un impact retentissant sur l'industrie automobile européenne. Les menaces capitalistes de fermetures d'usines et de suppression d'emplois sont réelles. Voyant cette concurrence dérégulée se mettre en place et des bureaux d'études pour la conception des voitures Renault délocalisés en Chine, on comprend qu'une nouvelle ère arrive dans le secteur automobile avec des attaques contre les travailleurs, les emplois et leur avenir.

International ; Solidarité internationaliste

Airbus en Espagne le conflit se durcit

Grève illimitée reconduite. Ce sont les salariés qui portent le mouvement. Dès la fin des vacances les salarié(e)s d'Airbus ont repris la lutte^[1]. Lundi 31 août, réunis en assemblées ils ont voté à une très large majorité la grève générale illimitée, selon des sources syndicales citées par le journal *elDiario*, 81% des votants ont voté pour la grève générale illimitée, 16% étaient favorables à une pause et 2,4% se sont abstenus.

Les salariés, soutenu dès le début du mouvement, par les syndicats CGT, UGT et ÚTIL^[2], exigent : une augmentation des salaires de 18% afin de compenser l'inflation ; pour les années à venir les augmentations salariales devront respecter l'IPC ; paiement des journées de grève. Les revendications concernent aussi les **conditions de travail** : les grévistes exigent le droit de pouvoir choisir leurs congés d'été, le maintien de la gratuité de la cantine et des lignes de transport financées par Airbus, et le paiement intégral des arrêts maladie. La colère est d'autant plus grande que la direction d'Airbus s'est livrée à un chantage. Carmen Maja-Rex, directrice mondiale des ressources humaines d'Airbus, "a averti que la société retirerait des missions en Espagne, suspendrait les nouvelles embauches et mettrait un frein aux contrats relatifs à de nouveaux projets avec effet immédiat si le conflit social se poursuivait".

Les salariés et les syndicats CGT, UGT et ÚTIL ont rejeté les propositions de la direction soutenue par les syndicats pro-patronat CCOO, ATP et SIPA : augmentation des salaires de 7,6 % étalée jusqu'en 2030, une prime exceptionnelle de 2 000 € début 2027 et une baisse du tarif des repas de cantine. Pour les grévistes, ces avancées restent insuffisantes et trop imprécises.

Le mouvement de grève générale illimitée concerne les principaux établissements du groupe en Espagne : Getafe, près de Madrid, les sites andalous de San Pablo et Tablada à Séville, ainsi qu'Illescas, Albacete et Cadix et de fait maintient la pression à l'échelle nationale. Cette grève revêt une dimension particulière pour l'industrie aéronautique européenne. La France, l'Espagne et l'Allemagne fabriquent ensemble, sur des chaînes interdépendantes, la quasi-totalité des avions civils du groupe. Chaque site alimente un système industriel étroitement imbriqué, le conflit ne peut plus être considéré comme une affaire strictement espagnole. Le poids industriel des usines espagnoles au sein du réseau d'Airbus est stratégique, sans les composants fabriqués en Espagne, les lignes d'assemblage final (FAL) de Toulouse (France) et de Hambourg (Germany) se retrouvent rapidement paralysées. L'Espagne est le centre mondial d'excellence pour les matériaux composites (comme la fibre de carbone) et l'intégration de sections majeures de fuselage concernant l'ensemble de la gamme civile et participent notamment à la production de plusieurs programmes militaires comme l'A400M, le C295 et l'Eurofighter.

Le PDG d'Airbus, Guillaume Faury, a fait machine arrière concernant la suppression du télétravail - point fort dans le déclenchement des grèves en juin- en annonçant le report de la réduction du nombre de jours de télétravail, mais le report n'est pas une abrogation, son annulation reste inscrite à l'ordre du jour.

La CGT UGT et ÚTIL ont appelé à une manifestation le samedi 12 septembre, entre l'usine de Getafe et le ministère de l'Industrie, à Madrid.

En bloquant la production, les travailleurs espagnols montrent le pouvoir considérable qu'ils ont sur le fonctionnement d'Airbus. Les conditions de travail, la baisse du pouvoir d'achat, l'inflation, les salaires bloqués, l'augmentation de la pauvreté ont des points communs en Espagne, en France et en Allemagne, au Royaume uni.

Il ne suffit pas d'évoquer la possibilité de faire le lien avec une mobilisation en France, il faut l'organiser, c'est

un travail de longue haleine, est du ressort des syndicats CGT d'Airbus mais aussi de la direction confédérale de la CGT.

C'est uniquement par des luttes longues attaquant les profits, les dividendes versés aux actionnaires qu'ont lutté contre le capital, qu'on inverse le rapport des forces au profit des travailleurs, qu'on s'attaque au capital pour l'abattre.

Actuellement selon un délégué CGT élu au comité social et économique d'Airbus « *L'idée est de lancer une mobilisation sur tous les sites français le jour de la grande manifestation à Madrid le 12 septembre, organisée par nos collègues espagnols* ». Un tract de la CGT doit être distribué dans les établissements français du groupe. Les salariés ont montré le chemin à suivre afin de lutter contre les attaques des entreprises capitalistes qui attaquent les droits de travailleurs, la lutte se poursuit. Rien n'est joué pas plus en Espagne qu'en France

^{1[1]}. Cf. Hebdo 992 Résumé des questions économiques et sociales n° 294.

^{2[2]}. Cf. Hebdo 986, Résumé des questions économiques et sociales n° 288

Ouzbékistan : halte à la repression

Le blogueur et militant ouzbek Aziz Hakimov, a été condamné à quatre ans et deux mois de prison par un tribunal de district de Tachkent. Le tribunal l'a reconnu coupable, entre autres, de diffamation, d'injure et d'incitation à la haine nationale ou religieuse, tout en l'acquittant du chef de propagande de guerre. Le procès s'est tenu à huis clos, empêchant ainsi toute évaluation indépendante des preuves. Hakimov et sa défense ont dénoncé une procédure à motivation politique, et des organisations de la région ont réclamé sa libération. Sa chaîne a notamment critiqué la réhabilitation historique par l'État de certains aspects du mouvement *basmachi*⁹.

Ces dernières décennies, l'Ouzbékistan a davantage ouvert son économie aux capitaux privés et aux investissements internationaux, tandis que l'organisation politique est restée étroitement contrôlée. Dans ce contexte, l'État tolère bien plus facilement les mutations économiques liées au marché que les mouvements politiques indépendants remettant en question la propriété, les rapports de classe ou la légitimité historique de l'État en place. Il s'agit également d'un problème plus général pour le mouvement ouvrier en Asie centrale.

Mouvement Socialiste du Kazakhstan : à propos des élections du 23 août¹⁰

Cette parodie d'élection a mis en évidence l'absence d'un parti légal pour la classe ouvrière et les travailleurs, capable de défendre leurs droits et de lutter contre les réformes antipopulaires. Notre tâche consiste à obtenir l'enregistrement et la légalisation d'un parti qui se réclame du marxisme-léninisme et porte un programme de réformes socialistes dans l'intérêt de la majorité, exigeant le retour de toutes les richesses du pays dans le domaine public, avec une gestion et un contrôle de l'économie assurés par les travailleurs eux-mêmes, selon des principes différents.

Chine, fermeture d'une usine à Jinjiang : action pour les salaires

Les ouvriers bloquent l'entrée réclamant leurs salaires impayés. Le 17 août, la société Zhongmin Chushang Sporting Goods Co., Ltd., située dans le parc industriel de Jinlaike, à Jinjiang (district de Quanzhou, province du Fujian), a déposé le bilan. Les ouvriers ont bloqué l'entrée du parc, exigeant le paiement de deux mois de salaires impayés. Récemment, suite aux injonctions répétées des pompiers de Jinjiang d'interrompre la production pour des travaux de mise en conformité et des inspections de sécurité incendie, plusieurs usines de la région ont déclaré faillite. Auparavant, les pompiers de Jinjiang avaient été vivement critiqués par les habitants pour leur inaction lors de l'incendie d'une usine de chaussures le 9 juillet, ayant fait de nombreuses victimes.

Solidarité Cuba : la CGT des Yvelines revient d'une mission humanitaire à Cuba

L'Union Départementale CGT des Yvelines a effectué une mission de solidarité à Cuba¹¹, voici le compte-rendu qu'elle en donne :

"Les délégués de l'Union Départementale CGT des Yvelines ont participé à une rencontre de haut niveau au siège de la Centrale des Travailleurs de Cuba (CTC), avec le Secrétaire Général de la CTC, Miguel Colina Rodríguez et les Secrétaires des Syndicats CTC des secteurs de la santé, du commerce, de l'éducation, de l'industrie, de la construction, de la culture, du transport, des services publics et des communications.

Après avoir échangé sur la situation dramatique de Cuba due au blocus criminel et illégal des USA, avec la complicité des États de l'UE, nous avons posé les bases du renforcement de nos relations bilatérales, avec le projet d'une nouvelle délégation plus large afin de signer des conventions de partenariat entre nos syndicats de secteurs professionnels respectifs et nos Unions Locales respectives.

L'UD CGT des Yvelines s'est engagée à continuer et à amplifier ses actions de solidarité avec la CTC et à continuer et amplifier ses actions revendicatives vis-à-vis des autorités publiques et des entreprises pour exiger la fin du blocus de Cuba !

Après avoir remis près de 300 kg de médicaments, et de matériel médical et scolaire aux Syndicats CTC santé et éducation, pour distribution dans des centres de santé et des écoles, nous sommes allés visiter les panneaux photovoltaïques sur le toit du siège de la CTC (posés grâce à la solidarité syndicale internationale) qui permettent d'alimenter le bâtiment mais aussi les populations vivants dans le quartier alentour !"

La délégation de la CGT Yvelines à Cuba



Finlande et protection sociale

Une étude de *Labore*¹² en Finlande montre comment les mesures prises par le gouvernement en matière de protection sociale ont accru la pauvreté et la précarité des travailleurs. Les coupes budgétaires du gouvernement finlandais dans les prestations sociales et la réforme du système fiscal ont fait basculer près de 100 000 personnes supplémentaires dans la catégorie des personnes à faibles revenus, par rapport à ce qui se serait passé si les règles précédentes avaient été maintenues. Démontrant par les calculs de l'institut de recherche Labore, qui a comparé le système actuel aux règles applicables à partir de 2023. Pour les 5 % des ménages les plus modestes, le revenu disponible a diminué de près de 1 000 euros par an. Parallèlement, les 5 % les plus aisés ont bénéficié d'une augmentation de plus de 2 000 euros de leur revenu disponible, principalement grâce aux baisses d'impôts. Le nombre de personnes actives vivant dans des ménages à faibles revenus a augmenté d'environ 28 000 et près de 26 000 enfants supplémentaires vivent dans des ménages dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté. Ces chiffres rendent difficile de qualifier cette politique d'économie neutre. L'État n'a pas seulement réduit ses dépenses, mais a également modifié la répartition des revenus entre les classes sociales. Les plus démunis subiront une perte de revenus du fait de la diminution des allocations chômage et des aides au logement, tandis que les groupes aux revenus plus élevés bénéficieront des réformes fiscales. Il est donc plus juste de parler de redistribution, non de simple discipline budgétaire. La baisse des prestations sociales incitera davantage au travail, soutient le gouvernement. Or, le rapport du Parti travailliste le montre, ces coupes budgétaires affecteront aussi les personnes déjà en activité, notamment les travailleurs à temps partiel et à bas salaire dont les revenus ne couvrent pas les besoins essentiels. La disparition des prestations sociales affaiblit la protection contre la pauvreté offerte par le travail, tandis que la réduction des prestations n'entraîne pas automatiquement la disparition du chômage. Là se révèle le cœur des enjeux de classe. Le chômage est perçu comme un problème d'incitation individuelle, alors même que le nombre d'emplois est déterminé par la croissance économique et les décisions d'investissement des entreprises. Les chômeurs peuvent subir des pressions financières, mais ne peuvent pas créer eux-mêmes un poste vacant. Par ailleurs, la pression sur l'ensemble du marché du travail s'accroît lorsque les chômeurs sont contraints d'accepter des salaires et des conditions de travail inférieurs pour éviter la pauvreté. L'exemple finlandais illustre ainsi comment la protection sociale influence également le rapport de force entre le travail et le capital. Un système de protection sociale solide donne aux travailleurs davantage de latitude pour refuser des conditions de travail défavorables. A l'inverse, son affaiblissement facilite l'accès des employeurs à une main-d'œuvre moins chère et plus précaire. Ces coupes budgétaires ne constituent donc pas seulement une attaque contre les chômeurs et les personnes à faibles revenus, mais une politique susceptible de dégrader les conditions de vie d'une part nettement plus importante de la classe ouvrière.

Philippines : répression syndicale

Les autorités philippines ont émis un mandat d'arrêt contre Jerome Adonis, président de la centrale syndicale militante Kilusang Mayo Uno, et contre deux autres militants. Les accusations portent sur des troubles présumés survenus lors de la manifestation du 1er mai devant l'ambassade des États-Unis à Manille, où des travailleurs protestaient pour des salaires plus élevés, la sécurité de l'emploi et contre la politique étrangère et militaire

américaine. Les syndicats contestent ces accusations et soulignent que des soupçons similaires avaient déjà été rejetés par le parquet faute de preuves. Les personnes impliquées, affirment-ils n'ont pas eu la possibilité de s'exprimer avant que la nouvelle procédure n'aboutisse au mandat d'arrêt.

Enquête sur la situation de la jeunesse britannique¹³

Une nouvelle enquête britannique révèle qu'environ un tiers de la *génération Z* a commencé à sauter des repas ou à réduire ses portions pour faire face à la hausse des prix alimentaires. Menée auprès d'un peu plus de 3 200 consommateurs, cette enquête le montre que les jeunes adultes sont nettement plus touchés par cette situation que les générations plus âgées. Les jeunes participants dépensent en moyenne environ 84 £¹⁴ par semaine en alimentation, soit 24 £ de plus que l'année précédente. Plus de huit sur dix déclarent avoir modifié leurs habitudes d'achat, notamment en choisissant des produits moins chers, en planifiant mieux leurs repas et en comparant les prix entre différents magasins. 33 % d'entre eux, ont c'est un fait également commencé à réduire leurs propres quantités de nourriture, cela indique que beaucoup ont déjà atteint le point de non-retour, où la simple recherche des prix les plus bas suffit. On parle souvent de l'inflation alimentaire comme si tous les consommateurs étaient touchés de la même manière. Or, une hausse de prix en pourcentage a des conséquences très différentes selon les revenus. Une personne consacrant déjà la quasi-totalité de son salaire au loyer, à l'énergie, aux transports et à l'alimentation ne peut pas absorber les coûts supplémentaires en réduisant son épargne ou sa consommation de produits de luxe. Au final, le prix des aliments reste le même. C'est pourquoi la dimension sociale de la crise du coût de la vie se reflète si clairement dans l'alimentation des jeunes. La société produit toujours d'énormes quantités de nourriture et les rayons des supermarchés britanniques ne sont pas vides. Le problème n'est pas la pénurie physique, mais le pouvoir d'achat. La nourriture est disponible, mais les personnes travaillant ou recherchant un emploi doivent réduire leur consommation car leurs revenus ne suffisent pas à couvrir le prix des produits. Pour les jeunes, cette situation est aggravée par d'autres pans de l'économie. Loyers élevés, emploi précaire et faibles salaires d'entrée de gamme font que le budget alimentaire doit être réduit au minimum lorsque d'autres dépenses ne peuvent être reportées. Le propriétaire refuse une réduction du loyer, le fournisseur d'énergie exige le paiement intégral et le trajet domicile-travail reste à la charge du client. Le coût de la vie devient alors le seul poste de dépense qu'il reste à réduire. Le secteur financier tente souvent de personnaliser cette situation en prodiguant des conseils sur des recettes moins chères, une meilleure gestion budgétaire et des achats plus astucieux. De telles solutions peuvent aider une famille temporairement, mais elles ne peuvent pas résoudre les problèmes d'une économie sociale où les salaires ne suivent pas l'augmentation du coût des besoins essentiels. Le fait que des jeunes, dans l'un des pays les plus riches du monde, commencent à sauter des repas n'est donc pas le signe de leurs difficultés financières. C'est le signe d'une société où le potentiel de production est immense, mais où l'accès aux biens produits reste déterminé par la classe sociale et les moyens financiers.

¹ <https://www.cgtservicespublics.fr/les-luttes/actualite-des-luttes-2026/preavis-de-greve-federaux/article/la-federation-cgt-des-services-publics-depose-un-preavis-de-greve-pour-la-31498>

² https://www.change.org/p/stop-%C3%A0-la-r%C3%A9pression-syndicale-%C3%A0-cgi?cs_tk=A6AGGzBBEoR5RXfdmnoAAHicyyvNyQEABF8BvDU0ZWl2ODRIYjVmNTU2MjEwNzA0MmI5Nzg2MzhkZTA2ZTI1OTcwYTNiODZjNDIwMmQwNDNIY2JhMjM1M2ZjOTc%3D&utm_campaign=d42f3efc34644097b0185486ca03aaa6&utm_content=auto_aa_ml_digest_sunrise_v3_b_v1_4_0&utm_medium=email&utm_source=auto_aa_ml&utm_term=cs

³ <https://smast.syndicatcgt.fr/2026/08/20/prise-de-position-stop-a-la-repression-syndicale-a-cgi-soutien-a-nos-camarades/>

⁴ Savencia (anciennement groupe Soparind Bongrain) est un groupe industriel agro-alimentaire français structuré autour de trois métiers complémentaires

⁵ La Direction de l'Animation de la recherche, des Études et des Statistiques est un service de l'administration publique française qui dépend du ministère du Travail.

⁶ L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), organisme français, de prévision et d'évaluation des politiques publiques

⁷ Édito Résumé des question économiques et sociales n° 275.

⁸ <https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/4090-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-294-du-27-aout-2026>

⁹ https://wikiland.org/wiki/Basmachi_movement

¹⁰ <https://www.idcommunism.com/2026/08/socialist-movement-of-kazakhstan-on-august-23rd-parliamentary-elections.html>

¹¹ https://actu.fr/societe/ils-nont-plus-rien-la-cgt-des-yvelines-revient-dune-mission-humanitaire-a-cuba-cest-edifiant_64700845.html#google_vignette

[12 https://labore.fi/en/publications/orpo-governments-social-security-cuts-drive-down-incomes-for-unemployed-people-and-wage-earners/?utm_source=chatgpt.com](https://labore.fi/en/publications/orpo-governments-social-security-cuts-drive-down-incomes-for-unemployed-people-and-wage-earners/?utm_source=chatgpt.com)

[13 https://riktpunkt.nu/2026/09/var-tredje-ung-britt-drar-ned-pa-maten-nar-priserna-stiger/](https://riktpunkt.nu/2026/09/var-tredje-ung-britt-drar-ned-pa-maten-nar-priserna-stiger/)

[14 Une Livre Sterling vaut 1, 16 euro](#)

Brochure : " Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société "

Bon de commande à retourner à : Parti Révolutionnaire Communistes 27 boulevard Saint Martin 75003 Paris

Nom :

Prénom :

Adresse :

Nombre de brochures :

Facultatif : adresse mél

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à : Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement